

[print](#)

Les Dames en blanc et les sanctions contre Cuba

De [Salim Lamrani](#)

Global Research, mai 11, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-dames-en-blanc-et-les-sanctions-contre-cuba/5334702>

Berta Soler, représentante du groupe d'opposition « Les Dames en blanc », exige le maintien des sanctions économiques contre Cuba, alors que celles-ci sont unanimement condamnées par la communauté internationale.

Lors de sa tournée aux Etats-Unis en avril 2013, la dissidente Berta Soler, qui dirige le groupe des Dames en blanc, s'est publiquement prononcée pour le maintien des sanctions économiques contre Cuba. Lors de son allocution au Congrès, elle a fait part de son opposition à un changement de politique de la part de Washington : « Je respecte les opinions de tout le monde, mais la mienne, celle des Dames en blanc, est qu'on ne doit pas lever l'embargo [1] ».

Les sanctions, en vigueur depuis 1960, affectent les catégories les plus vulnérables de la société, à savoir les femmes, les personnes âgées et les enfants, sans pour autant atteindre les dirigeants de la nation. Pour ces raisons, l'immense majorité de la communauté internationale s'oppose à ce qu'elle considère comme étant un anachronisme de la Guerre Froide, à la fois cruel et inefficace. En 2012, pour la 21ème fois consécutive, 188 nations sur les 192 que compte l'Assemblée générale des Nations unies ont condamné l'état de siège contre la population cubaine.



Manifestation des Dames en blanc devant l'église de Santa Rita, la Havane

Pour justifier sa position, Soler a expliqué partager la politique d'hostilité des

Etats-Unis vis-à-vis de Cuba, ajoutant que celle-ci était indispensable au renversement du gouvernement cubain. « Notre but est d'asphyxier le gouvernement cubain », a-t-elle précisé. Elle a également souligné que « l'embargo [était] un prétexte », rejetant la faute des difficultés économiques sur les autorités de l'île.

Le groupe « Dames en blanc » a été créé en 2003 suite à l'arrestation de 75 dissidents accusés d'être financés par le gouvernement des Etats-Unis, et lourdement condamnés par la justice cubaine. Il est composé de membres des familles d'opposants, qui ont tous été libérés suite à l'accord signé entre l'Eglise catholique, l'Espagne et le gouvernement de La Havane en 2010.

Soler n'a pas nié être en contact avec la diplomatie étasunienne présente à Cuba et a même admis recevoir un soutien de la part de la Section d'intérêts nord-américains de La Havane (SINA). Interrogée à ce sujet, elle a reconnu que l'organisation a été créée sous l'égide de James Cason, chef de la SINA en 2003, qu'elle n'a pas hésité à qualifier de « parrain des Dames en blanc », remerciant « l'aide continue de la SINA ». La représentante des Dames en blanc revendique ouvertement l'aide fournie par les Etats-Unis : « Ce qui est important est que nous disposons du soutien des fonctionnaires [de la SINA]. Nous avons toujours eu les portes ouvertes [2] ».

Max Lesnik, directeur de Radio Miami et partisan d'une normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis, a exprimé son désaccord avec Berta Soler : « Sa position coïncide avec celle de l'extrême droite cubaine, héritière de la dictature de Batista et dirigée par l'ancien congressiste Lincoln Díaz-Balart, dont le père était vice-ministre de l'intérieur de Batista. Elle va à l'encontre des intérêts du peuple cubain et reflète la décomposition morale de l'opposition cubaine. Militer en faveur du maintien des sanctions économiques alors qu'elles affectent gravement le bien-être du peuple cubain est éthiquement inacceptable. Personne à Cuba n'est favorable au maintien de l'embargo, y compris les secteurs les plus insatisfaits de la société. De la même manière, il est inévitable de relever une contradiction : d'un côté, Soler demande ici, aux Etats-Unis, de l'aide pour son groupe et de l'autre, elle réclame plus de souffrance pour son propre peuple, en demandant l'imposition d'un blocus total, avec la suppression des voyages familiaux et des transferts d'argent ».

De manière plus surprenante, Soler a également exigé la libération de « tous les prisonniers politiques ». Or, selon Amnesty International, il n'y a aujourd'hui plus aucun prisonnier politique à Cuba. L'Agence de presse espagnole *EFE* a rappelé que « Cuba a libéré tous les détenus qualifiés par Amnesty International comme étant des prisonniers de conscience [3] ».

La BBC de Londres le confirme : « Les prisonniers ont tous été libérés au cours de l'année passée [2010] en vertu d'un accord obtenu par l'Eglise catholique romaine, et certains d'entre eux se sont exilés en Espagne. Mais les Dames en Blanc ont continué à manifester pour la libération d'environ 50 autres prisonniers condamnés pour des crimes violents tels que des prises d'otages, qu'elles considèrent comme étant politiques [4] ».

De son côté, l'Agence étasunienne *Associated Press* a noté que ces derniers « ne devraient normalement pas être considérés comme des prisonniers politiques [...] ». Une étude plus attentive permet de voir la présence de terroristes, de preneurs d'otages et d'agents étrangers » dans la liste. Elle souligne qu'ils « ont été condamnés pour terrorisme, prise d'otages et autres crimes violents, et quatre d'entre eux sont d'anciens militaires ou agents des services de renseignement condamnés pour espionnage ou pour avoir révélé des secrets d'Etat [5] ». Certains ont réalisé des incursions armées à Cuba et au moins deux d'entre eux, Humberto Eladio Real Suárez et Ernesto Cruz León, sont responsables de la mort de plusieurs civils, respectivement en 1994 et en 1997 [6].

De son côté, Amnesty International affirme qu'elle ne peut pas considérer ces

personnes comme des « prisonniers de conscience » car il s'agit de « des gens jugés pour terrorisme, espionnage. Parmi eux se trouvent ceux qui ont tenté et même qui y sont parvenus à faire exploser des hôtels. Nous ne demanderons certainement pas leur libération et ne les décrirons pas comme prisonniers de conscience [7] ».

Ricardo Alarcón, ancien Président du Parlement cubain, s'est montré plus précis. En référence aux demandes des Dames en blanc, il a posé la question suivante : « Pourquoi ne disent-elles pas qu'elles sont en train de demander la liberté de la personne qui a tué Fabio di Celmo [8] ? », jeune touriste italien assassiné en 1997 suite à un attentat à la bombe.

Pour ces raisons, l'opposition cubaine est isolée à Cuba et ne dispose d'aucun soutien populaire. C'est le constat lucide qu'avait dressé l'ancien chef de la SINA, Jonathan D. Farrar dans un courrier au Département d'Etat. Selon lui, les dissidents « n'ont pas d'influence au sein de la société cubaine et n'offrent pas d'alternative politique au gouvernement de Cuba [9] ». Et ceux qui exigent davantage de souffrance pour le peuple cubain, encore moins.

Salim Lamrani

Opera Mundi

<http://operamundi.uol.com.br/conteudo/opiniao/28739/as+damas+de+branco+e+as+sancoes+contra+cuba.shtml>

*Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de la Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.*

*Son dernier ouvrage s'intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).*

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

- [1] *EFE*, « Soler pide a Maduro que deje de enviar petróleo a Cuba », 26 avril 2013.
- [2] Melissa Sánchez, « Soler : apoyo del exilio es clave para la lucha en Cuba », *El Nuevo Herald*, 27 avril 2013.
- [3] *EFE*, « Cuba Still Holding Political Prisoners, Dissidents Say », 23 novembre 2011.
- [4] *BBC*, « Cuba 'Ladies In White Protest Blocked in Havana » , 24 septembre 2011.
- [5] Paul Haven, « Number of Political Prisoners in Cuba Still Murky », *The Associated Press*, 23 juillet 2010.
- [6] Juan O. Tamayo, « ¿Cuántos presos políticos hay en la isla ? », *El Nuevo Herald*, 22 juillet 2010.
- [7] Paul Haven, « Number of Political Prisoners in Cuba Still Murky », *op. cit.*
- [8] José Luis Fraga, « Alarcón : presos liberados pueden quedarse en Cuba y podrían ser más de 52 », *Agence France-Presse*, 20 juillet 2010.
- [9] Jonathan D. Farrar, « The U.S. and the Role of the Opposition in Cuba », *United States Interests Section*, 9 avril 2009, cable 09HAVANA221. <http://213.251.145.96/cable/2009/04/09HAVANA221.html> (site consulté le 18 décembre 2010).

Copyright © 2013 Global Research